



# MAIRIE D'AUZANCES

## **COMPTE RENDU DU CONSEIL MUNICIPAL** **DU LUNDI 24 OCTOBRE 2022 A 19 HEURES**

**Présents :** : Françoise SIMON, Caroline LE CORRE, Leilha BERTHON, Françoise SUDI GUIRAL, Delphine DIONNET, Jean-Pascal HELION, Jean-Pol GILBERT, Serge DESBOUDARD, Christian SCARAMUCCIA, Georges DIONNET, Fabien JAMME, Chrystelle VAXIVIERE, Marie-Claude BOUGNOUX (19h17)

**Absents / Excusés :** Bastien GENDRAUD, Christine BICHON-MOREL

**Pouvoirs :** - Christine BICHON-MOREL à Leilha BERTHON

- Bastien GENDRAUD à Françoise SIMON

**Secrétaire de séance :** Jean-Pascal HELION

\*\*\*\*\*

**Délibération n° 2022 – 36 en date du 24 Octobre 2022**  
**portant passage en nomenclature M57 abrégée pour le budget principal de la commune d'Auzances**  
**à compter du 1<sup>er</sup> Janvier 2023**

Nombre de membres	15
Présents	13
Représentés	2
Votants	15
Exprimés	15
Pour	15
Contre	0
Abstentions	0

Vu le décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique et en particulier ses articles 53 à 57 ;

Vu le III de l'article 106 de la loi n° 2005-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République, dite loi NOTRe, précisé par le décret n° 2015-1899 du 30 décembre 2015, offre la possibilité, pour les collectivités volontaires, d'opter pour la nomenclature M57 ;

Vu l'avis du comptable public en date du 31 août 2022 pour l'application anticipée du référentiel M57 avec le plan comptable abrégé pour la commune d'Auzances,

au 1<sup>er</sup> janvier 2023 ;

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, décide, à l'unanimité :

- d'adopter, à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2023, la nomenclature budgétaire et comptable M57 abrégée des communes de – 3 500 habitants,
- de préciser que la nomenclature M57 s'appliquera au budget principal de la commune d'Auzances
- d'autoriser Madame le Maire à opérer des virements de crédits de paiement de chapitre à chapitre dans la limite de 7.5% des dépenses réelles de chaque section du budget, à l'exclusion des crédits relatifs aux dépenses de personnel ;
- d'autoriser Madame le Maire à mettre en œuvre les procédures nécessaires à ce changement de nomenclature budgétaire et comptable et à signer toutes les pièces nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

**Délibération n° 2022 – 37 en date du 24 Octobre 2022**  
**portant tarifs des repas du restaurant scolaire du groupe scolaire Fernand Gory.**

Nombre de membres	15
Présents	13
Représentés	2
Votants	15
Exprimés	15
Pour	15
Contre	0
Abstentions	0

Madame le Maire rappelle au Conseil Municipal que l'augmentation des prix des repas a pour habitude de se faire en tenant compte de l'évolution de l'indice du prix à la consommation « ensemble hors tabac (4018E) » :

- Indice des prix à la consommation « ensemble hors tabac (4018E) » :
  - o 05/2021 : 105, 34
  - o 05/2022 : 110, 95

Soit une augmentation de 5,33 %

Madame le Maire propose au Conseil Municipal d'approuver l'augmentation suivante, pour une application au 1er Janvier 2023 :

	Tarifs actuels	Tarifs au 01.01.2023 avec augmentation de 5,33%
1er enfant	2,91 €	3,07 €
2ème enfant	2,48 €	2,61 €
3ème enfant	2,13 €	2,24 €
Occasionnel	3,43 €	3,61 €
Personnel	4,15 €	4,37 €
Personnes intervenantes dans le cadre périscolaire	4,15 €	4,37 €
Enseignant	5,44 €	5,73 €

Madame le Maire rappelle ensuite les modalités de facturation en vigueur :

- Pour les enfants scolarisés en classe de maternelle : la facturation se fait au repas pris (bien que l'école soit obligatoire dès 3 ans, nous en avons déjà débattu et n'avons pas souhaité changer la méthode)
- Pour les enfants scolarisés en élémentaire : il faut 2 absences consécutives pour décompter les repas
- L'application des tarifs 1er, 2ème et 3ème enfant, concerne les enfants qui mangent à la cantine tous les jours d'école de la semaine. Dans le cas contraire, le tarif « repas occasionnel » est appliqué
- Pour l'ensemble des intervenants extérieurs présents dans les écoles pour apprendre ou travailler auprès des enfants, à savoir, entre autres, les stagiaires des collèges, des lycées, les stagiaires adultes, les Emplois de Vie Scolaire (relevant de l'Education Nationale) etc..., le tarif « Personnel » leur est appliqué
- Le tarif « Enseignant » est appliqué à la médecine scolaire, à tout adulte extérieur intervenant dans les écoles au titre ou en rapport avec l'enseignement : RASED, remplacement des enseignants etc...

Le Conseil Municipal, après avoir entendu l'exposé de Madame le Maire, après en avoir délibéré, à l'unanimité :

- décide d'appliquer les tarifs précités à compter du 1<sup>er</sup> Janvier 2023,
- de conserver les mêmes modalités de facturation.

**Délibération n° 2022 – 38 en date du 24 Octobre 2022**  
**portant recrutement de trois agents recenseurs**  
**pour le recensement 2023**

Nombre de membres	15
Présents	13
Représentés	2
Votants	15
Exprimés	15
Pour	15
Contre	0
Abstentions	0

Madame le Maire expose au Conseil Municipal qu'il convient de créer 3 emplois temporaires d'agents recenseurs afin d'assurer le recensement de la population dont la mise en œuvre relève de la compétence de la commune depuis la loi n°2002-276 du 17 février 2002 relative à la démocratie de proximité.

Vu le Code Général de la Fonction Publique et notamment son article L332-23 2°,

Vu la loi n° 2002-276 du 27 février 2002 relative à la démocratie de proximité,

Vu le décret n°2003-485 du 5 juin 2003 relatif au recensement de la population,

Vu le décret n°2003-561 du 23 juin 2003 portant répartition des communes pour les besoins de recensement de la population,

Vu le décret n°2022-586 du 20 avril 2022 portant relèvement du minimum de traitement dans la fonction publique à compter du 1<sup>er</sup> mai 2022,

Vu l'arrêté ministériel du 16 février 2004 fixant l'assiette des cotisations de sécurité sociale dues pour les Agents recrutés à titre temporaire en vue des opérations de recensement de la population,

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, décide à l'unanimité des membres présents :

- La création d'emplois de non titulaires en application de l'article L332-23 2° du Code Général de la Fonction Publique, pour faire face à des besoins occasionnels ou saisonniers à raison :
  - de 3 emplois d'agents recenseurs, non titulaires, à temps non complet, pour la période allant du 6 janvier 2023 au 18 février 2023 pour une rémunération brute basée sur les indices brut 382 et majoré 352, (*pour environ 130 h – estimation à ce jour de 1 463, 29 €*) sur une durée hebdomadaire fixée à 21,67 heures du 6 janvier 2023 au 18 février 2023.

Madame le Maire est chargée de procéder au recrutement de 3 agents recenseurs.

**Délibération n° 2022 – 39 en date du 24 Octobre 2022**  
**portant signature d'une convention de servitudes avec ENEDIS pour la parcelle AD 477 « Parking de l'Hôtel de France » pour la borne IRVE**

Nombre de membres	15
Présents	13
Représentés	2
Votants	15
Exprimés	15
Pour	15
Contre	0
Abstentions	0

Madame le Maire rappelle au Conseil Municipal qu'une borne IRVE (Infrastructure de Recharge de Véhicule Électrique) doit être installée sur le parking de l'Hôtel de France.

Madame le Maire ajoute ensuite qu'il est nécessaire de signer une convention avec ENEDIS, pour définir les droits et obligations de chaque partie pour la parcelle qui va accueillir le coffret de la borne IRVE, notamment :

- Enedis établit à demeure une canalisation souterraine sur une longueur d'environ 3 mètres dans une bande de 3 mètres de large
- Enedis pose sur socle un ou plusieurs coffret(s) et/ou ses accessoires
- Enedis effectue l'égavage, l'abattage, le dessouchage de toutes plantations qu'il jugerait « gênant »
- la commune ne pourra apporter aucune modification dans l'emprise des ouvrages
- cette convention est conclue à titre gratuit. Elle prend effet à compter de la date de sa signature.

Le Conseil Municipal, après avoir entendu l'exposé de Madame le Maire, après en avoir délibéré, autorise Madame le Maire :

- à signer la convention précitée,
- à réaliser toutes démarches utiles et à signer tous documents nécessaires au bon aboutissement de ce dossier.

**Délibération n° 2022 – 40 en date du 24 Octobre 2022**  
**portant octroi d'une aide financière de la commune d'Auzances à un agent sous Contrat Unique d'Insertion / Parcours Emploi Compétence pour le passage du permis de conduire**

Nombre de membres	15
Présents	13
Représentés	2
Votants	15
Exprimés	15
Pour	15
Contre	0
Abstentions	0

Madame le Maire rappelle au Conseil Municipal que la commune d'Auzances a recruté un agent sous Contrat Unique d'Insertion, Morgane Aldeguer, du 01.11.2021 au 31.10.2022, dans le cadre du « Parcours Emploi Compétences », avec des actions à mettre en place par l'employeur, notamment le passage du permis de conduire et du BAFA.

Madame le Maire indique que cet agent a commencé le permis de conduire qui lui est indispensable pour pouvoir passer le BAFA. Elle précise aussi que cet agent donne en tous points satisfaction.

Madame le Maire rappelle au Conseil Municipal que l'Etat n'a pas renouvelé les enveloppes budgétaires pour ces contrats d'insertion et que leur renouvellement demande une argumentation motivée et justifiée.

Madame le Maire informe le Conseil Municipal que le renouvellement de ce contrat a été accordé pour une période de 6 mois, du 01.11.2022 au 30.04.2023, avec une prise en charge de l'Etat à hauteur de 30 %, contre 80% précédemment.

Madame le Maire rappelle ensuite au Conseil Municipal qu'une aide financière de la commune d'Auzances pour aider cet agent à passer son permis de conduire fait donc partie des engagements pris lors du recrutement de cet agent avec Pôle Emploi. Le devis établi par l'auto-école s'élève à 1 371, 00 € TTC.

Le Conseil Municipal, après avoir entendu l'exposé de Madame le Maire, après en avoir délibéré, à l'unanimité :

- décide d'attribuer une aide financière de 500 € à Morgane Aldeguer pour contribuer au passage de son permis de conduire,
- autorise Madame le Maire à réaliser toutes démarches utiles et à signer tous documents nécessaires au bon aboutissement de cette décision.

**Délibération n° 2022 – 41 en date du 24 Octobre 2022**  
**portant priorisation des dossiers à déposer ou**  
**à maintenir au titre de la DETR 2023**

Nombre de membres	15
Présents	13
Représentés	2
Votants	15
Exprimés	15
Pour	15
Contre	0
Abstentions	0

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité, approuve les projets ci-dessous et décide les priorités suivantes pour les dossiers DETR à maintenir ou à déposer au titre de l'année 2023 :

**Priorité 1 : Réhabilitation partielle d'une friche industrielle – Aménagement d'ateliers municipaux – tranche optionnelle**  
**Dossier à maintenir**

Coût estimé : 154 329, 02 € HT  
DETR 40% : 61 731.61 €

Reste à financer : **92 597.41 €**

**Priorité 2 : Travaux de réaménagement des installations d'éclairage suite à l'enfouissement des réseaux rue de la Victoire et chemin de Villechereix**

**Dossier à maintenir**

Coût estimé : 29 875, 46 € HT

DETR 35% : 10 456, 41 €

Subvention SDEC 30% : 8 962, 64 €

Reste à financer : **10 456, 41 €**

**Délibération n° 2022 – 42 en date du 24 Octobre 2022**  
**portant signature d'une convention d'accompagnement à la mise en œuvre du dispositif Eco-Energie Tertiaire**

Nombre de membres	15
Présents	13
Représentés	2
Votants	15
Exprimés	14
Pour	14
Contre	0
Abstentions	1

Madame le Maire fait part au Conseil Municipal des informations suivantes :

En France, le secteur du bâtiment représente 46% des consommations d'énergie finale et un quart des émissions de dioxyde de carbone (CO2).

Le secteur tertiaire représente environ un tiers des consommations des bâtiments.

Près de la moitié des bâtiments ont été construits avant 1975. Leur consommation moyenne est d'environ 240 kWh énergie primaire/m<sup>2</sup>/an alors que les exigences actuelles se situent autour de 50 kWh/m<sup>2</sup>/an (obligation RT 2012).

Pour le département de la Creuse, la consommation du secteur tertiaire, représente plus de 10% de la consommation totale d'énergie avec 378,4GWh en 2019.

Le Dispositif Eco Energie Tertiaire (DEET) également appelé « décret tertiaire », entre en application dès cette année. Il impose une réduction des consommations énergétiques progressive pour les bâtiments tertiaires. Issue de la loi Elan, cette nouvelle réglementation vise à économiser 60 % d'énergie finale dans ces bâtiments à l'horizon 2050. Elle concerne tous les bâtiments ou ensemble de bâtiments : marchands et non-marchands, nouveaux et anciens, publics et privés, mesurant plus de 1 000 m<sup>2</sup>.

A chaque décennie (2030, 2040 et 2050), les collectivités obligées devront attester l'économie d'énergie sur leur périmètre assujéti via l'atteinte d'objectifs fixés par les décrets et arrêtés. Afin de suivre les progrès de chaque site soumis à la réglementation, leurs consommations annuelles devront donc être renseignées sur la plateforme OPERAT qui délivrera en retour une attestation annuelle qualifiant l'avancée de la collectivité dans sa démarche de réduction de la consommation énergétique. C'est la notation « Eco-Energie Tertiaire ».

En application de l'article L.2224-37-1 du CGCT, le service Energies du SDEC a pour but d'assister, dans le domaine des énergies, les EPCI et les communes qui le souhaitent en mettant à leur disposition des outils, des connaissances ainsi que des informations, des conseils technologiques, scientifiques ou d'ordre réglementaire. Le SDEC est en mesure de proposer aux collectivités qui le souhaitent un accompagnement dans la mise en œuvre du « Décret Eco-Energie Tertiaire » sur tout ou partie du patrimoine assujéti aux obligations de réduction des consommations dudit décret.

Pour cela, la convention prévoit deux niveaux d'accompagnement.

Niveau 1 : Accompagnement au lancement du décret tertiaire :

- ✓ Création du compte OPERAT et saisie des informations administratives;
- ✓ L'identification et la déclaration sur OPERAT du périmètre assujéti ;
- ✓ Déclaration des consommations d'énergie 2021 et 2020 ;
- ✓ Identification de l'année de référence.

Niveau 2 : Accompagnement sur les objectifs :

- ✓ Déclaration annuelle des consommations d'énergie ;
- ✓ Elaboration des plans d'actions et modulation éventuelle des objectifs (Dossier technique) ;
- ✓ Accompagnement dans la mise en place des actions et réalisation des travaux éventuels
- ✓ Accompagnement CEP (Conseil en Energie Partagée) de la commune

Les coûts de participation de la collectivité sont les suivants :

Niveau 1 : 350 € / unité foncière

Niveau 2 : 1 €/an/habitant.

La commune d'Auzances compte un ensemble de bâtiments dépassant 1000 m<sup>2</sup>, à savoir : l'Espace André Vénuat.

Le Conseil Municipal, après avoir entendu l'exposé de Madame le Maire, après en avoir délibéré, à la majorité de ses membres moins une abstention :

- devant ses obligations réglementaires, se prononce favorablement pour la signature de la convention d'accompagnement à la mise en œuvre du dispositif « Eco-Energie Tertiaire » entre la commune d'Auzances et le Syndicat des Energies de la Creuse.
- mandate Madame le Maire pour signer ladite convention et ce, pour les deux niveaux d'accompagnement.
- autorise Madame le Maire à réaliser toutes démarches utiles et à signer tous documents nécessaires au bon aboutissement de ce dossier.

**Délibération n° 2022 – 43 en date du 24 Octobre 2022**  
**portant demande de remboursement au Conseil Départemental de la Creuse des Taxes Foncières et**  
**Taxe d'Enlèvement des Ordures Ménagères 2020 et 2021 des logements rattachés**  
**au Collège Jean - Beaufret d'Auzances**

Délibération qui annule et remplace la délibération n° 2022-31  
en date du 20 Juin 2022

Nombre de membres	15
Présents	13
Représentés	2
Votants	15
Exprimés	14
Pour	14
Contre	0
Abstentions	1

Madame le Maire rappelle au Conseil Municipal, que sur le cadastre, la commune d'Auzances est propriétaire de la parcelle AC 326 où se trouvent le collège et les logements.

Elle rappelle ensuite que par procès-verbal en date du 11 septembre 1985, la commune a consenti une mise à disposition de cet ensemble immobilier au Conseil départemental de la Creuse, dans le cadre du transfert de compétence.

Elle précise que cet acte signifie que toutes les obligations du propriétaire ont été transférées au Département, sauf le droit d'aliénation (le droit de vendre).

Madame le Maire fait ensuite part au Conseil Municipal que sur les 6 logements rattachés au collège, 4 sont désaffectés et ne sont donc plus des logements de fonction. Ces 4 logements sont donc assujettis à la taxe foncière. De plus, la taxe d'enlèvement des ordures ménagères est appelée sur les 6 logements. Comme la commune reste comme propriétaire inscrite au cadastre, c'est elle qui s'acquitte de ces impôts qui représentent tout de même une somme d'environ 2 000 € par an.

Madame le Maire ajoute ensuite qu'elle avait dénoncé cette situation en 2016 au Conseil Départemental. C'est cette même année où les 4 logements ont été désaffectés. Elle n'a pas eu de réponse à son courrier, à ce jour.

Madame le Maire rappelle ensuite au Conseil Municipal la délibération n° 2022-31 en date du 20 Juin 2022, où il a été décidé de solliciter auprès du Conseil d'Administration du Collège d'Auzances le remboursement des taxes foncières et d'enlèvement des ordures ménagères des années 2020 et 2021, pour une somme totale de 4 179 €.

Madame le Maire indique ensuite au Conseil Municipal que par courrier en date du 8 septembre 2022, Madame la Principale du Collège, Présidente du Conseil d'Administration, lui fait part que ce dossier relève des compétences du Conseil Départemental de la Creuse.

Madame le Maire sollicite donc le Conseil Municipal pour :

- l'annulation de la délibération n° 2022-31 en date du 20 Juin 2022,
- le rejet du titre de recettes émis à l'encontre du Conseil d'Administration du Collège d'Auzances, pour un montant de 4 179, 00 €,
- l'établissement d'un nouveau titre de recettes du même montant à l'encontre du Conseil Départemental de la Creuse.

Le Conseil Municipal, après avoir entendu l'exposé de Madame le Maire, après en avoir délibéré, à la majorité moins une abstention, décide :

- l'annulation de la délibération n° 2022-31 en date du 20 Juin 2022,
- le rejet du titre de recettes émis à l'encontre du Conseil d'Administration du Collège d'Auzances, pour un montant de 4 179, 00 €,
- de solliciter auprès du Conseil Départemental de la Creuse le remboursement des taxes foncières et d'enlèvement des ordures ménagères des années 2020 et 2021, pour une somme totale de 4 179 €.
- autorise Madame le Maire à réaliser toutes démarches utiles et à signer tous documents nécessaires au bon aboutissement de ce dossier.



**Délibération n° 2022 – 44 en date du 24 Octobre 2022**  
**portant signature d'une convention constitutive d'un groupement de commande pour la réalisation**  
**des travaux d'assainissement**  
**du Collège d'Auzances**  
**Département – Communauté de Communes Marche et Combraille en Aquitaine – Commune**  
**d'Auzances**

Nombre de membres	15
Présents	13
Représentés	2
Votants	15
Exprimés	15
Pour	15
Contre	0
Abstentions	0

Madame le Maire expose au Conseil Municipal :

Le Département de la Creuse a engagé un programme de restructuration des espaces extérieurs du collège d'Auzances. Ce projet inclut l'aménagement de la cour, laquelle est traversée dans son centre par un réseau public de collecte des eaux usées et pluviales.

Ce conduit résulte à l'origine du drainage du talweg avant remblaiement du secteur. Il s'agissait d'un réseau à destination de collecte des eaux pluviales sur lequel ont été branchées, au fil du temps, des eaux usées dont celles du collège et de deux

maisons en amont.

Compte tenu de sa nature unitaire, les eaux collectées sont acheminées vers la station d'épuration drainant par la même une part d'eaux parasites.

Dans le cadre des études du projet d'aménagement, une inspection télévisuelle des canalisations a été réalisée. Celle-ci a permis de déceler la présence de défauts structurels majeurs (fissuration et affaissement du conduit).

La réalisation de travaux en surface est de nature à engendrer l'effondrement ponctuelle des canalisations.

C'est pourquoi, le Conseil Départemental de la Creuse a sollicité la commune d'Auzances et la communauté de communes Marche et Combraille en Aquitaine afin de réhabiliter les réseaux situés dans l'enceinte du collège avant réalisation des aménagements de surface.

Techniquement, le projet consiste en la mise en séparatif du réseau avec pose d'un collecteur d'eaux usées et d'un collecteur d'eaux pluviales depuis les maisons sises parcelles AB 18, 67 et 68 jusqu'au bas de la cour du collège (AC 326). Les travaux comprennent également la reprise des branchements des bâtiments du collège.

Au vu des contraintes du site et de chantiers ainsi que financièrement, il apparaît plus judicieux d'exécuter ces travaux en tranchées communes avec un seul titulaire du marché « réseaux d'assainissement ».

Madame le Maire précise ensuite au Conseil Municipal que c'est donc dans cet objectif qu'une convention est proposée à la signature de la commune d'Auzances, de la communauté de communes Marche et Combraille en Aquitaine et du Conseil Départemental de la Creuse.

Le Conseil Départemental de la Creuse, la Communauté de Communes Marche et Combraille en Aquitaine et la Commune d'Auzances conviendraient, par cette convention, de se grouper, conformément aux dispositions de l'article L2422-12 du Code de la Commande Publique, en vue de la réalisation de travaux en commun dans le bourg d'Auzances pour :

- La mise en séparatif du réseau public d'assainissement inscrit dans l'emprise du collège d'Auzances y compris les deux propriétés privées situées en amont immédiat du collège.

Le Département interviendrait au titre de la compétence « collège », la Communauté de Communes interviendrait au titre de l'exercice de la compétence assainissement des eaux usées et la Commune d'Auzances au titre de la compétence gestion des eaux pluviales urbaines (GEPU).

Cette convention a pour objet :

- d'instituer un groupement de commandes entre les membres aux fins de confier l'exécution des travaux à une entreprise unique ;
- de définir les modalités de fonctionnement du groupement constitué entre les membres pour la préparation et la passation du marché ;
- de désigner le coordinateur du groupement et son rôle ;
- de définir les rapports et obligations de chaque membre.

Madame le Maire précise également :

- que la communauté de communes Marche et Combraille en Aquitaine serait coordinateur du groupement de commandes ;
- que le Conseil Départemental se chargerait des dépenses relatives aux raccordements au collecteur,
- que la communauté de communes Marche et Combraille en Aquitaine se chargerait du règlement des dépenses relatives aux eaux usées et pluviales et que la commune d'Auzances lui rembourserait la partie « eaux pluviales » ensuite.

Madame le Maire rajoute aussi que les conditions et modalités de remboursement de la commune d'Auzances à la communauté de communes Marche et Combraille en Aquitaine, feront également l'objet d'une convention à intervenir entre les deux collectivités.

Le Conseil Municipal, après avoir entendu l'exposé de Madame le Maire, après en avoir délibéré, à l'unanimité :

- autorise Madame le Maire à signer la convention précitée pour la constitution d'un groupement de commande pour la réalisation des travaux d'assainissement du Collège d'Auzances avec le Conseil Départemental de la Creuse et la Communauté de Communes Marche et Combraille en Aquitaine, aux conditions énoncées ci-dessus,
- autorise Madame le Maire à signer avec la communauté de communes Marche et Combraille en Aquitaine, la convention définissant les conditions et modalités de remboursement des dépenses relatives aux eaux pluviales qui incombent à la commune d'Auzances, à la communauté de communes qui se sera chargé du règlement de l'ensemble des dépenses « eaux usées – eaux pluviales »,

autorise Madame le Maire à réaliser toutes démarches utiles et à signer tous documents pour le bon aboutissement de ce dossier

**Délibération n° 2022 – 45 en date du 24 Octobre 2022**  
**portant adoption du rapport annuel sur le prix et la qualité du service public d'assainissement**  
**collectif et non collectif,**  
**au titre de l'année 2021,**  
**de la Communauté de Communes Marche et Combraille en Aquitaine**

Nombre de membres	15
Présents	13
Représentés	2
Volants	15
Exprimés	15
Pour	15
Contre	0
Abstentions	0

Madame le Maire présente au Conseil Municipal la délibération n° 2022-137 en date du 28 septembre 2022, du Conseil Communautaire de la Communauté de Communes Marche et Combraille en Aquitaine, portant sur l'adoption du rapport annuel 2021 sur le coût et la qualité du service public d'assainissement collectif et non collectif.

Madame le Maire présente ensuite au Conseil Municipal le rapport annuel sur le coût et la qualité du service public d'assainissement collectif et non collectif, au titre de l'année 2021.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité :

- adopte le rapport annuel sur le coût et la qualité du service public d'assainissement collectif et non collectif, au titre de l'année 2021, de la Communauté de Communes Marche et Combraille en Aquitaine,
- souhaite que la communauté de communes fasse le nécessaire pour un fonctionnement optimal de la station d'épuration et notamment rappelle les entreprises concernées par les dysfonctionnements afin qu'elles les solutionnent en faisant appel à leur assurance décennale si nécessaire,
- charge Madame le Maire de transmettre la présente délibération au Président de la communauté de communes.



**Délibération n° 2022 – 46 en date du 24 Octobre 2022  
portant adoption des statuts du SIAEP de la Rozeille**

Nombre de membres	15
Présents	13
Représentés	2
Votants	15
Exprimés	15
Pour	15
Contre	0
Abstentions	0

Madame le Maire fait part au Conseil Municipal de la délibération n° 2022/13 adoptée lors de la réunion du Comité syndical du SIAEP de la ROZEILLE en date du 2 septembre 2022, adoptant les statuts du syndicat.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, accepte l'adoption des statuts du SIAEP de la ROZEILLE.

**Délibération n° 2022 – 47 en date du 24 Octobre 2022  
portant approbation d'une décision modificative**

Nombre de membres	15
Présents	13
Représentés	2
Votants	15
Exprimés	15
Pour	15
Contre	0
Abstentions	0

Vu l'instruction budgétaire et comptable M14,  
Vu le budget primitif principal 2022,  
Vu les recettes et les besoins de dépenses de la commune,  
Madame le Maire propose la décision modificative suivante au Conseil Municipal :

Intitulé	DEPENSES			RECETTES		
	Compte	Opé.	Montant	Compte	Opé.	Montant
Dépenses imprévues	022		-30 708,00			
Bâtiments publics	615221		-10 000,00			
Autres bâtiments	615228		-10 000,00			
Personnel affecté par le GFP de rat	6216		64 000,00			
Fonds de péréquation des ressourc				73223		13 292,00
<b>Fonctionnement</b>			<b>13 292,00</b>			<b>13 292,00</b>

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité, :

- **approuve** la décision modificative telle que présentée par Madame le Maire,
- **charge** Madame le Maire de son application.

**Délibération n° 2022 – 48 en date du 24 Octobre 2022  
portant approbation d'une provision pour créances douteuses  
et d'une décision modificative pour son inscription  
au budget primitif 2022**

Nombre de membres	15
Présents	13
Représentés	2
Votants	15
Exprimés	15
Pour	15
Contre	0
Abstentions	0

Madame le Maire rappelle à l'assemblée que la constitution de provisions comptable est une dépense dont le champ d'application est précisé par l'article R.2321-2 du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT).

Par souci de sincérité budgétaire, de transparence des comptes et de fiabilité des résultats de fonctionnement des collectivités, le Code Général des Collectivités Territoriales rend obligatoires les dotations aux provisions pour créances douteuses.

D'un point de vue pratique, le comptable et l'ordonnateur échangent leurs informations sur les chances de recouvrement des créances.

L'inscription annuelle des crédits budgétaires puis les écritures de dotations aux provisions sont effectuées après concertation étroite et accords entre eux.

Le mécanisme comptable de provision permet d'appréhender les incertitudes de recouvrement en fonction de la nature et de l'intensité du risque.



La comptabilisation des dotations aux provisions des créances douteuses (ou dépréciations) repose sur des écritures semi-budgétaires (droit commun) par utilisation en dépenses du compte 6817 « dotations aux provisions / dépréciations des actifs circulants ».

Pour mémoire, l'identification et la valorisation du risque résultent d'un travail concerté entre l'ordonnateur et le comptable sur la base d'états des restes à recouvrer.

L'évaluation du montant de la provision s'appuie sur l'ancienneté de la créance comme premier indice des difficultés pouvant affecter son recouvrement d'une créance. Le calcul de la provision à constituer se fait en appliquant un taux de 15% au total des créances douteuses constatées sur les années antérieures ou égales à 2021.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité, et sur les recommandations du Conseiller aux Décideurs Locaux, décide d'inscrire une provision de 1 500, 00 € pour l'année 2022 au compte 6817 « dotations aux provisions / dépréciations des actifs circulants » du budget principal.

Le Conseil Municipal, à cet effet :

Vu l'instruction budgétaire et comptable M14,

Vu le budget primitif principal 2022,

Vu les recettes et les besoins de dépenses de la commune,

- **approuve** la décision modificative ci-dessous
- **charge** Madame le Maire de son application.

Intitulé	DEPENSES			RECETTES		
	Compte	Opé.	Montant	Compte	Opé.	Montant
Dépenses imprévues	022		-1 500,00			
Dotations aux provisions pour dépréciations	6817		1 500,00			
Fonctionnement						

#### Délibération n° 2022 – 49 en date du 24 Octobre 2022

**portant signature d'un contrat de maintenance et d'assistance technique avec la société CERIG**

Nombre de membres	15
Présents	13
Représentés	2
Votants	15
Exprimés	15
Pour	15
Contre	0
Abstentions	0

Madame le Maire présente au Conseil Municipal le contrat de maintenance et d'assistance technique proposé par la société CERIG pour 3 moniteurs, 3 micros et 1 switch, pour un montant annuel de 590, 00 € HT, à partir du 01.01.2023.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré :

- décide le retrait des 3 moniteurs du contrat, à 40 € l'unité,
- autorise Madame le Maire à signer le contrat avec la société CERIG pour la maintenance et l'assistance technique pour 3 micros et le switch, pour un montant

de 470 € HT,

- autorise Madame le Maire à réaliser toutes démarches utiles et à signer tous documents nécessaires au bon aboutissement de ce dossier.

#### Délibération n° 2022 – 50 en date du 24 Octobre 2022

**portant construction d'un Projet Educatif de Territoire**

Nombre de membres	15
Présents	13
Représentés	2
Votants	15
Exprimés	15
Pour	15
Contre	0
Abstentions	0

Le Conseil Municipal rappelle que la commune d'Auzances est engagée pour un service d'accueil des enfants de qualité depuis de nombreuses années. Elle propose aux enfants scolarisés dans la commune une garderie gratuite avec du personnel formé (BAFA), un service d'accueil de loisirs périscolaire les mercredis et dispose d'un vivier d'associations variées et de nombreux équipements (bibliothèque, gymnase et dojo, parc animalier, etc.). Autant de services et de structures qui, en complémentarité du groupe scolaire présent sur la commune,

participent à l'ouverture aux sports et à la culture des enfants du bassin de vie auzançais. Auzances est également une commune qui développe annuellement une programmation culturelle tout public.

Dans cette continuité et cette dynamique, le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité, valide la démarche de Madame le Maire qui a adressé un courrier au DASEN pour l'informer que la commune d'Auzances souhaitait s'engager dans la construction d'un Projet Educatif de Territoire.

Le Conseil Municipal décide aussi que la construction de ce Projet Educatif de Territoire sera confiée au CAVL AGIR, à qui la commune a déjà confié la gestion et l'animation de l'ALSH MICADO, depuis sa création en 2017.

Ce dispositif permettrait au CAVL AGIR d'avoir des financements supplémentaires pour ses activités et donc aussi pour l'ALSH communal MICADO.

**Délibération n° 2022 – 51 en date du 24 Octobre 2022**  
**portant signature des baux avec les occupants du Carré des Artisans**

Nombre de membres	15
Présents	13
Représentés	2
Votants	15
Exprimés	15
Pour	15
Contre	0
Abstentions	0

Madame le Maire rappelle au Conseil Municipal la délibération n° 2021-55 en date du 8 Juillet 2021 portant signature d'une convention pour occupation précaire au sein du Carré des Artisans.

Cette convention prévoyait notamment que d'un commun accord entre le bailleur et les trois occupants, à l'issue de l'achèvement des travaux réalisés par ces derniers (fournitures à la charge du bailleur) sous un délai d'un an maximum (le bailleur se réservait le droit de renouveler d'une année si besoin) il était défini les conditions de location suivantes qui entreraient en vigueur dans les futurs baux :

- 0.60 € / m2 sur 5 ans puis 1 € / m2 + charge individuelle (prorata de l'abonnement eau / électricité + relevé effectif des sous compteurs individuels) + charges collectives pour parties communes au prorata du temps d'utilisation, du nombre d'employés ...) :
  - Soit pour Mr Eric Berthon une estimation de 75 € / mois (si 125 m2) sur 5 ans charges non comprises,
  - Soit pour Mr Bastien Gendraud une estimation de 52.80 € / mois (si 88 m2) charges non comprises.
  - Soit pour Mr Thomas Ternat une estimation de 84 € / mois (si 140 m2) sur 5 ans charges non comprises,

Madame le Maire informe ensuite le Conseil Municipal que les trois artisans peuvent bénéficier de leurs ateliers, depuis le 1<sup>er</sup> Octobre 2022 et qu'il est donc nécessaire de faire établir les baux définitifs, au vu des surfaces occupées.

Madame le Maire fait ensuite part au Conseil Municipal des informations suivantes :

Surfaces louées :

Eric Berthon 125 m2

Bastien Gendraud 83 m2

Thomas Ternat 125 m2

Rappel du Prix :

0,60 € / m2 sur 5 ans puis 1 € / m2.

Relevé des compteurs électriques au 01.10.2022 :

Eric Berthon : 2027 kwh

Bastien Gendraud : 2 kwh

Thomas Ternat : 140 Kwh

Relevé des compteurs d'eau au 01.10.2022 :

Eric Berthon : 0 m3

Bastien Gendraud : 0 m3

Thomas Ternat : 0 m3

De plus, dans le bail de Thomas Ternat, il conviendra d'ajouter une clause pour la mise à disposition d'un espace extérieur de 231 m2, gratuite les 5 premières années, car il a réalisé l'aménagement et la clôture de cet espace (soit jusqu'au 30.09.2027) (matériaux achetés par la commune), puis moyennant une redevance de 30 € par mois.

Estimation des frais d'acte :

- pour le bail au profit de Mr Eric BERTHON, somme de TROIS CENT CINQUANTE EUROS (350,00 €),
- Pour le bail au profit de Mr Bastien GENDRAUD, somme de DEUX CENT QUARANTE EUROS (240,00 €),
- Pour le bail au profit de Mr Thomas TERNAT, somme de QUATRE CENT DIX EUROS (410,00 €).

**Le Conseil Municipal**, après avoir entendu l'exposé de Madame le Maire, après en avoir délibéré, à l'unanimité :

- autorise Madame le Maire à signer les baux à intervenir avec les trois artisans du Carré des Artisans, aux conditions suivantes :
  - **Pour Mr Eric Berthon :**
    - pour une surface louée de 125 m2 au prix de 0,60 € par m2 pendant les 5 premières années, à compter du 01.10.200, puis au prix de 1 € par m2 les années suivantes.
    - un remboursement des charges d'électricité et d'eau au vu des relevés des compteurs pour les consommations (index de départ précités) et une somme pour les abonnements égale à l'abonnement « eau et électricité » divisé par 3.
  - **Pour Mr Bastien GENDRAUD :**
    - pour une surface louée de 83 m2 au prix de 0,60 € par m2 pendant les 5 premières années, à compter du 01.10.200, puis au prix de 1 € par m2 les années suivantes.
    - un remboursement des charges d'électricité et d'eau au vu des relevés des compteurs pour les consommations (index de départ précités) et une somme pour les abonnements égale à l'abonnement « eau et électricité » divisé par 3.
  - **Pour Mr Thomas TERNAT :**
    - pour une surface louée de 125 m2 au prix de 0,60 € par m2 pendant les 5 premières années, à compter du 01.10.200, puis au prix de 1 € par m2 les années suivantes.
    - un remboursement des charges d'électricité et d'eau au vu des relevés des compteurs pour les consommations (index de départ précités) et une somme pour les abonnements égale à l'abonnement « eau et électricité » divisé par 3.
    - une clause pour la mise à disposition d'un espace extérieur de 231 m2, gratuite les 5 premières années, car il a réalisé l'aménagement et la clôture de cet espace (soit jusqu'au 30.09.2027) (matériaux achetés par la commune), puis moyennant une redevance de 30 € par mois.
- précise que l'appel des loyers se fera tous les 6 mois à terme échu,
- précise que l'appel des charges se fera également tous les 6 mois,
- précise que les frais d'acte seront à la charge des locataires, pour une somme estimée à :
  - la somme de TROIS CENT CINQUANTE EUROS (350,00 €), pour Mr Eric BERTHON,
  - la somme de DEUX CENT QUARANTE EUROS (240,00 €), pour Mr Bastien GENDRAUD
  - la somme de QUATRE CENT DIX EUROS (410,00 €), pour Mr Thomas TERNAT.

- autorise Madame le Maire à réaliser toutes démarches utiles et à signer tous documents pour le bon aboutissement de ce dossier.

**Délibération n° 2022 – 52 en date du 24 Octobre 2022**  
**portant signature de conventions de mise à disposition de locaux pour la mise en place de deux boutiques éphémères**

Nombre de membres	15
Présents	13
Représentés	2
Votants	15
Exprimés	15
Pour	15
Contre	0
Abstentions	0

Après le succès de l'expérience de la « boutique éphémère » des années passées, Madame le Maire présente au Conseil Municipal les demandes des associations « Comité de Jumelage Auzances Rosstal » et UNRPA – « Ensemble et Solidaires » d'Auzances, qui souhaitent renouveler cette démarche cette année.

L'ancien cabinet des infirmières, propriété de Monsieur Thierry BUSSIERE, et situé 4 Place du 11 Novembre qui a déjà accueilli une boutique éphémère les années passées, est disponible de nouveau, cette année, pour accueillir la boutique éphémère portée par le « Comité de Jumelage Auzances Rosstal ».

Madame le Maire rappelle que ce local fait partie de l'immeuble cadastré Section AD n° 574.

Madame le Maire ajoute au Conseil Municipal que Monsieur Thierry BUSSIERE accepte de mettre de nouveau son local à la disposition gratuite de la commune, qui elle-même le mettra gratuitement à la disposition de cette association.

La commune prendrait à sa charge les frais de réouverture de compteurs eau et électricité ainsi que la consommation pour la période d'ouverture du 22 novembre au 31 décembre 2022, si le propriétaire le souhaite.

Une ancienne boutique de vêtement, propriété de la SCI DFJ, et située 6 avenue de la Gare, conviendrait pour accueillir la boutique éphémère portée par l'UNRPA – « Ensemble et Solidaires » d'Auzances.

Madame le Maire précise que ce local fait partie de l'immeuble cadastré Section AC n° 506.

Madame le Maire ajoute au Conseil Municipal que la SCI DFJ accepte de mettre ce local à la disposition gratuite de la commune, qui elle-même le mettra gratuitement à la disposition de cette association.

La commune prendrait aussi à sa charge les frais de réouverture de compteurs eau et électricité ainsi que la consommation pour la période d'ouverture du 28 novembre au 24 décembre 2022, si le propriétaire le souhaite.

Le Conseil Municipal, après avoir entendu l'exposé de Madame le Maire, après en avoir délibéré, à l'unanimité, considérant que ces deux initiatives ne peuvent être que bénéfiques pour Auzances et attirer de nouveaux visiteurs :

- Autorise Madame le Maire à signer la convention de mise à disposition gratuite avec Monsieur Thierry BUSSIERE, propriétaire, pour une partie de l'immeuble cadastré Section AD n° 574, pour la période du 22 novembre au 31 décembre 2022,
- Autorise Madame le Maire à signer la convention de mise à disposition gratuite avec la SCI DFJ, propriétaire, pour une partie de l'immeuble cadastré Section AC n° 506, pour la période du 28 novembre au 24 décembre 2022,
- Précise que la commune prendra à sa charge les dépenses d'eau et d'électricité relatives aux périodes d'ouverture des boutiques éphémères précitées, si les propriétaires le souhaitent, ainsi que tout autre frais lié à cette occupation,
- Autorise Madame le Maire à signer la convention de mise à disposition avec les responsables des associations « Comité de Jumelage Auzances Rosstal » et UNRPA – « Ensemble et Solidaires » d'Auzances,

- Autorise Madame le Maire à réaliser toutes démarches utiles et à signer tous documents nécessaires au bon aboutissement de ce dossier.

**Délibération n° 2022 –53 en date du 24 Octobre 2022**  
**portant adoption d'une motion relative aux conséquences de la crise économique et financière sur les comptes de la commune.**

Nombre de membres	15
Présents	13
Représentés	2
Votants	15
Exprimés	15
Pour	15
Contre	0
Abstentions	0

Madame le Maire donne lecture au Conseil de la motion proposée par l'AMF.

***Le Conseil Municipal exprime sa profonde préoccupation concernant les conséquences de la crise économique et financière sur les comptes de la commune, sur sa capacité à investir et sur le maintien d'une offre de services de proximité adaptée aux besoins de la population.***

Nos communes et intercommunalités doivent faire face à une situation sans précédent :

*Estimée pour 2022 et 2023 à environ 5,5%, l'inflation, à son plus haut niveau depuis 1985, va faire augmenter les dépenses annuelles de fonctionnement de plus de 5 Md€.*

*Les coûts de l'énergie, des produits alimentaires et des matériaux connaissent une hausse spectaculaire qui à elle seule compromet gravement l'équilibre des budgets de fonctionnement et les capacités d'investissement des communes et de leurs intercommunalités.*

*Enfin, l'augmentation de 3,5% du point d'indice, mesure nécessaire pour les agents territoriaux, ajoute une charge supplémentaire de 2,3 Md€ pour nos collectivités.*

*Après quatre ans de baisse des dotations de 2014 à 2017, la réduction des moyens s'est poursuivie depuis 2017 avec le gel de la DGF et la baisse chaque année des attributions individuelles pour plus de la moitié des collectivités du bloc communal.*

*Les projets de loi de finances et de programmation des finances publiques proposent de rajouter encore des contraintes avec la suppression de la CVAE et une nouvelle restriction des interventions des collectivités locales, à hauteur de 15 Md€ d'ici 2027, par un dispositif d'encadrement des dépenses comparable à celui dit de Cahors et visant un plus grand nombre de communes et d'intercommunalités.*

*Ces mesures de restriction financières de nos communes ne se justifient pas : les collectivités ne sont pas en déficit et les soldes qu'elles dégagent contribuent au contraire à limiter le déficit public.*

*Les erreurs du passé ne doivent pas être reproduites : depuis 2014, la baisse cumulée des dotations, qui représente un montant de 46 Md€ a conduit à l'effondrement des investissements alors que les comptes de l'Etat n'ont fait apparaître aucune réduction de déficit : celui de 2019, juste avant la crise sanitaire, est resté au même niveau qu'en 2014 (3,5% du PIB).*

*Face à l'impact de la crise économique, il est essentiel de garantir la stabilité en Euros constants des ressources locales pour maintenir l'offre de services à la population, soutien indispensable au pouvoir d'achat des ménages.*

*Face à la faiblesse de la croissance annoncée à 1% en 2023, l'urgence est également de soutenir l'investissement public local qui représente 70% de l'investissement public et constitue une nécessité pour accompagner la transition écologique des transports, des logements et plus largement de notre économie. Dans un contexte de crise mondiale, le Parlement doit prendre la mesure de cette réalité et permettre aux communes et intercommunalités de disposer des moyens d'assurer leurs missions d'amortisseurs des crises.*

***La commune de Auzances soutient les positions de l'Association de Maires de France qui propose à l'Exécutif :***

- d'indexer la DGF sur l'inflation 2023, afin d'éviter une nouvelle réduction des moyens financiers du bloc communal de près de 800 millions d'euros. La revalorisation de la DGF est également indispensable pour engager une réforme globale de la DGF, visant notamment à réduire les écarts injustifiés de dotations.



- de maintenir l'indexation des bases fiscales sur l'indice des prix à la consommation harmonisé (IPCH) de novembre 2022 (+6,8% estimés).

- soit de renoncer à la suppression de la CVAE, soit de revoir les modalités de sa suppression. Adossée à la valeur ajoutée et déductible du bénéfice imposable à l'IS, la CVAE n'est pas déconnectée des performances de l'entreprise, elle n'est pas un impôt de production mais constitue un lien fiscal essentiel entre les entreprises et leur territoire d'implantation.

Les collectivités ne sont pas responsables du niveau élevé des prélèvements obligatoires, la fiscalité locale ne représentant que 6,5% du PIB sur un total de 44,3%.

Si la suppression de la CVAE devait aboutir, il serait alors indispensable de la remplacer par une contribution locale, sur laquelle les collectivités garderaient le pouvoir de taux et/ou d'assiette. Dans l'attente d'un dispositif élaboré avec les associations d'élus, la commune de ... ou l'intercommunalité de ... demande un dégrèvement permettant une compensation intégrale.

- de renoncer à tout dispositif punitif d'encadrement de l'action locale. Les 15 Md€ de restrictions de dépenses imposés aux collectivités locales d'ici 2027 sont en réalité des restrictions imposées à la population car c'est autant de moins pour financer l'offre de services.

- de réintégrer les opérations d'aménagement, d'agencement et d'acquisition de terrains dans l'assiette du FCTVA. Cette réintégration doit être opérée en urgence pour permettre notamment aux collectivités locales frappées par les incendies d'avoir de nouveau accès au FCTVA pour l'aménagement des terrains concernés.

- de rénover les procédures d'attribution de la DETR et de la DSIL pour permettre une consommation des crédits votés en lois de finances. En particulier, la commune de Auzances demande la suppression des appels à projets, et, pour l'attribution de la DSIL, l'instauration d'une commission d'élus et la transmission des pouvoirs du préfet de région au préfet de département. Cette même logique doit prévaloir pour l'attribution du « fonds vert ».

La commune de Auzances demande que la date limite de candidature pour la DETR et pour la DSIL intervienne après le vote du budget primitif concerné. Cette évolution permettrait de donner plus de temps aux échanges avec les services de l'État et d'appréhender l'ensemble des projets éligibles.

Enfin, dans un souci de simplification, lorsque le cumul des deux dotations est possible, il faut que le même dossier puisse servir à l'instruction de l'attribution des deux dotations.

**Concernant la crise énergétique, la Commune de Auzances soutient les propositions faites auprès de la Première ministre par l'ensemble des associations d'élus de :**

- Créer un bouclier énergétique d'urgence plafonnant le prix d'achat de l'électricité pour toutes les collectivités locales, éventuellement assorti d'avances remboursables.

- Permettre aux collectivités de sortir sans pénalités financières des nouveaux contrats de fourniture d'énergie, lorsqu'elles ont dû signer à des conditions tarifaires très défavorables.

- Donner aux collectivités qui le souhaitent la possibilité de revenir aux tarifs réglementés de vente (TRV) – c'est-à-dire aux tarifs régulés avant l'ouverture à la concurrence – quels que soient leur taille ou leur budget.

**La présente délibération sera transmise au Préfet et aux parlementaires du département.**

Le Conseil Municipal, après avoir entendu l'exposé de Madame le Maire, après en avoir délibéré, à l'unanimité, décide d'adopter la motion relative aux conséquences de la crise économique et financière sur les comptes de la commune.

Séance levée à 23h00

Le Maire,

Françoise SIMON

